

► ENSEMBLE POUR LONGJUMEAU

Lorsqu'en 2015, la Garde des Sceaux de l'époque annonce à la ville que le Ministère de la Justice abandonne le projet d'une construction neuve d'un tribunal d'instance et de Conseil de prud'hommes, nous ne pouvions pas accepter cette décision et nous avons immédiatement agi.

En effet, Les conditions vétustes dans lesquelles les fonctionnaires y travaillaient ne pouvaient plus durer longtemps et voir disparaître à terme ces juridictions existant depuis toujours à Longjumeau était totalement impensable.

Dès lors, l'équipe municipale s'est mobilisée pendant toutes ces années auprès du Ministère de la Justice pour proposer une solution et c'est ainsi que par une opération "à tiroirs" la ville a vendu le bâtiment de l'ancien Centre Communal d'Action Sociale au ministère qui leur convenait en matière de surface. Le CCAS s'est alors implanté dans l'ancien bâtiment de la Sécurité Sociale.

Ce projet ambitieux s'est enfin concrétisé, puisque, depuis quelques semaines, la Cité Judiciaire a ouvert, rue Pierre et Marie Curie, et nous en sommes fiers.

Notre volonté de maintenir des services publics de proximité en ville et les efforts déployés pour y parvenir ont porté leurs fruits au bénéfice des Longjumellois.

D'autant plus, qu'à partir du mois de septembre prochain, un point d'Accès au Droit sera proposé, ouvert à tous, pour vous informer, vous orienter et vous assister dans vos démarches juridiques. ►

Sandrine Gelot et les élus du groupe majoritaire Ensemble pour Longjumeau

► LONGJUMEAU INITIATIVES CITOYENNES

Texte non parvenu ►

Vos élus d'opposition de la liste Longjumeau Initiatives Citoyennes,
Grâce Lokimango, Mohamed Bourichi

► MAINTENANT LONGJUMEAU

Nous avons eu droit au dernier conseil à une motion pour dénoncer les dysfonctionnements du T12. Et par la presse, la Présidente de Région a reconnu que "on n'était pas prêt", renvoyant toute la responsabilité sur le gestionnaire du réseau. L'Essonne ne manque pourtant pas de représentants, maires de ville traversée par le T12, au Conseil d'Administration de Ile de France Mobilités, en charge du projet. C'est à se demander ce qu'ils y font et quel temps ils y consacrent. Car, et c'est une boulimie de délégations qui a atteint toute une génération d'élus, femmes et hommes, qui gouvernent nos collectivités. Ils sont partout et finalement pas là où les citoyens attendent des résultats du mandat à eux confié.

Il y eut la fibre optique...et voila le T12, et quand ce ne sont pas des motions, ce sont des frais de justice...alors que la délégation de service public n'en exclut pas le contrôle.

Gageons que le T12 retrouve une qualité de service conforme aux engagements pris, pour la mobilité des clients des transports en commun. ►

Christophe Karmann et Olivier Segbo groupe Maintenant Longjumeau.